

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

n° 353

5750

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES

SK/AG

ARRETE

n° - 990766 du 23 AVR 1999 portant  
dérogation aux prescriptions de distance applicables à une Installation  
Classée pour la Protection de l'Environnement relevant de  
la rubrique n° 2101-2-a) de la nomenclature

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 juillet modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU l'arrêté du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de vaches laitières soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté du 29 mars 1995 modifiant l'arrêté du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de vaches laitières soumis à autorisation ;
- VU le récépissé de déclaration d'existence délivré le 19 octobre 1993 ;
- VU la demande de dérogation, en date du 22 décembre 1998, déposée par M. Vincent DIETEMANN, exploitant agricole, domicilié 29 rue Principale à TRAUBACH-LE-HAUT ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 12 mars 1999 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 8 avril 1999 ;
- CONSIDÉRANT qu'il convient, pour la construction d'un bâtiment d'élevage, de déroger aux prescriptions de distance fixées par l'article 4 de l'arrêté du 29 février 1992 modifié susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté, Egalité, Fraternité

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

En application de l'article 1 de l'arrêté du 29 mars 1995, M. Vincent DIETEMANN, exploitant agricole, domicilié 29, rue principale à TRAUBACH LE HAUT est autorisé à déroger aux dispositions fixées à l'article 4 l'arrêté du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de vaches laitières soumis à autorisation.

### ARTICLE 2 :

Cette dérogation concerne l'implantation d'un bâtiment d'élevage, sur le territoire de la commune de TRAUBACH LE BAS, 1 rue principale, (section 9, parcelle 205) à une distance inférieure à 100 mètres des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, sans toutefois que cette distance ne soit inférieure à 60 mètres.

### ARTICLE 3 :

Le bâtiment sera construit, aménagé et exploité conformément aux plans et notices jointes à l'appui de la demande.

En dehors de l'objet de la présente dérogation, les règles d'implantation, d'aménagement et d'exploitation du bâtiment seront conformes aux prescriptions fixées par l'arrêté du 29 février 1992 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de vaches laitières soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement.

### ARTICLE 4 :

Pendant la période des travaux de construction, l'exploitant prend toutes mesures pour supprimer, limiter ou compenser les inconvénients et nuisances pour le voisinage.

### ARTICLE 5 :

Le bénéficiaire de la présente dérogation informe sans délai l'inspection des installations classées, de la date de réception des travaux.

### ARTICLE 6 :

La présente dérogation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles au titre d'autres réglementations (Code de l'urbanisme, voirie, ...).

## ARTICLE 7

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures susceptibles de préserver les intérêts mentionnés à l'article premier de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, sans que l'exploitant puisse prétendre à aucune indemnité, ni à aucun dédommagement.

## ARTICLE 8

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, la Directrice des Services Vétérinaires, chargée de l'inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 23 AVR 1999

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.



Pour ampliation,  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'AULEN' with a stylized flourish at the end.

Christian AULEN